

# La diplomatie wallonne veut donner de la voix

## LE RÉSUMÉ

La Wallonie veut faire entendre sa voix au sein de certaines **institutions européennes**. Elle négocie avec le Fédéral un siège au sein du comité qui traite du «semestre européen».

La Fédération Wallonie-Bruxelles et la Wallonie négocient une **modification de l'accord de représentation de la Belgique qui date de 1994**.

**Le réseau diplomatique** va de son côté **être réorganisé** afin de limiter les frais de fonctionnement. Son personnel est appelé à se mettre au service du **plan Marshall 4.0**.

**FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE**

De plus en plus exposée sur la scène internationale depuis les dernières réformes de l'État, la diplomatie wallonne s'affirme et veut se faire entendre. Mais pour donner de la voix, elle doit avant tout s'ajuster. Le chantier est important!

En partenariat avec le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'exécutif wallon planche depuis plusieurs mois sur une note d'orientation destinée à remodeler la politique internationale des deux institutions. Le document qui reprend les actions stratégiques prioritaires des gouvernements d'ici 2019 ouvre ainsi la voie à une réorganisation du réseau diplomatique francophone.

## Faire sauter le verrou fédéral

Dans le monde feutré de la diplomatie, tout est une question d'influence. Or, à lire la note, l'influence de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) est jugée insuffisante au sein des différentes institutions européennes. Les Wal-

lons entendent pourtant peser dans les décisions européennes.

Afin de défendre leurs intérêts, la Wallonie et la FWB exigent une meilleure représentation des entités fédérées, quitte à reléguer le Fédéral en deuxième ligne lorsque certaines réunions européennes traitent de matières régionalisées. Concrètement, les deux entités francophones négocient une modification de l'accord de représentation de la Belgique qui date de 1994. Une première réunion entre les entités fédérées a évoqué ce sujet lundi à Bruxelles. Parmi les revendications mises sur la table, la Wallonie demande de siéger dans le comité qui traite du semestre européen ainsi que dans celui relatif à la politique de cohésion. L'Europe n'est pas tout. La Fédération et la Wallonie veulent également obtenir auprès du Fédéral une place accrue dans certaines organisations internationales «d'intérêts prioritaires».

## Un réseau diplomatique à redéployer

Le réseau diplomatique va lui être redéployé. S'articulant autour des délégations étrangères de Wallonie-Bruxelles International (WBI) et de l'Agence Wallonne à l'exportation et aux investissements (Awex), la diplomatie du sud du pays couvre aujourd'hui plus de 120 pays. L'Awex dispose ainsi d'un réseau mondial de plus de 200 attachés économiques et commerciaux et délégués couvrant une certaine de marchés et une vingtaine d'organisations internationales. De son côté, WBI dispose de 17 délégations au statut diplomatique et une centaine de personnes à l'étranger. Trop? «Les priorités géographiques seront resserrées», indique le document sans préciser les représentations qui seront lâchées.

La raison est géostratégique et budgétaire. Vu le contexte, les gouvernements veulent «limiter les frais de fonctionnement». Comment? On se dirige par exemple vers un renforcement des structures multiservices

à l'étranger. Il est ainsi question de rassembler en une seule délégation les bureaux de l'Awex, WBI, WBT et de Brussels Invest & Export. Toujours pour raison budgétaire, l'activité des délégations sera mise sous monitoring constant afin de juger de l'efficacité des actions et de leur pertinence.

## Des proies industrielles

À côté de la réforme des représentations à l'étranger, PS et cdH, aux manettes dans les deux gouvernements, ont peaufiné les grandes tâches de la diplomatie. Pour le gouvernement wallon par exemple, et ce n'est pas une surprise, les priorités internationales s'arriment aux priorités internes, soit l'économie. La diplomatie wallonne est ainsi appelée à se mettre au service du plan Marshall 4.0 et du redéploiement économique du sud du pays.

Le personnel diplomatique et les agents de liaison scientifique en poste à l'étranger sont ainsi appelés à redoubler d'effort pour renforcer l'internationalisation des acteurs du sud du pays (pôles de compétitivité, entreprises, monde de l'enseignement). À la demande des pôles, la diplomatie wallonne pourrait ainsi être appelée à se mettre en «recherche d'entreprises partenaires étrangères dans un objectif d'acquisition (croissance externe) ou de partenariat.»

## Diplomatie scientifique

Une diplomatie scientifique et technologique va également être mise en place. Une réflexion est ainsi lancée sur l'apport de la science dans l'action diplomatique et en particulier «l'appui qu'elle offre à la diplomatie économique et à l'internationalisation académique.»

Toujours pour renforcer le rayonnement de la marque «Wallonie», WBI et l'Awex vont faire appel à des ambassadeurs. Ce nouveau réseau en construction se composera d'étrangers vivant en Wallonie et à Bruxelles, de francophones expatriés à l'étranger. Leur mission: accroître la notoriété et servir de relais d'information.

**Le personnel diplomatique aidera les entreprises à procéder à des acquisitions à l'étranger.**